



SECTION
DE LA
MOSELLE



Bulletin d'information de la section locale F.O.-DGFIP

VISIOCONFÉRENCE DU 10 NOVEMBRE LE TRAVAIL C'EST LA SANTÉ ...

Une visioconférence entre la direction locale et les organisations syndicales du département a été organisée mardi 10 novembre. C'est une première dans le département de la Moselle.

En préambule, le directeur nous a indiqué que *pour gérer cette crise sanitaire, la direction s'est fortement mobilisée : pour réceptionner tous les messages, pour agir dans l'urgence comme ce fut le cas pour La fermeture du CFP de Sarrebourg où la direction, la ville et le cabinet médical se sont fortement mobilisés.*

FO ne remettra jamais en doute l'implication forte des agents de direction, quel que soit leur grade, dans la gestion de cette crise.

L'absence d'effectifs suffisants pour assurer les missions et donner les informations restent un problème que FO dénonce systématiquement. Il est scandaleux que nous ayons appris que le CFP de Sarrebourg était fermé grâce à la presse locale.

POINT SUR LA SITUATION SANITAIRE

Depuis la fin du mois d'août, 180 cas contacts ont été gérés par le cabinet médical, l'assistant de prévention et le Pôle pilotage et Ressources.

29 agents ont été testés positifs depuis le 20/08, un agent est hospitalisé.

24 agents au maximum ont été mis en septaine, avec un pic à 31 la semaine dernière suite à la fermeture du site de Sarrebourg.

Il n'y a plus de pénurie de masques, de gel, de produits désinfectants etc.

Les dernières demandes d'isolation en plexiglas ont été traitées,

LE TELETRAVAIL

A la sortie du premier confinement, 350 ordinateurs portables étaient disponibles. Depuis, 125 autres équipements se sont rajoutés.

Une réserve est gardée pour les situations d'urgence ou de panne.

234 agents sont en télétravail : 27 dans les trésoreries, 25 en SIE, 44 en SIP, 41 dans la sphère du contrôle fiscal, et 93 en direction (tous services confondus).

Le chiffre est en augmentation.

Le nombre de jours de télétravail doit être au minimum de 3 par semaine, voire 5 si le travail de l'agent le permet et en fonction des nécessités du service et 5 pour agents dits « vulnérables ».

La CID va commencer à déployer les Tiny, qui sont des petites unités centrales, avec clavier et écran pour permettre le télétravail à plus d'agents.

Il reste 120 agents à équiper dans le département.

Les prioritaires sont les agents les plus fragiles, ceux qui prennent les transports en commun et les agents éloignés de leur lieu de travail.

L'ACCUEIL DANS LE DÉPARTEMENT

L'accueil ne pose pas de réelle difficulté dans le département, dicit la direction, sauf à Thionville, Metz et Hayange.

Sur ces 3 sites, une nouvelle organisation a démarré lundi 9 novembre, avec l'embauche de vigiles, et la mise en place de formulaires de rappel à distribuer aux usagers.

Et les retours sont très positifs !

Sur le site d'Hayange : tout va bien..

Sur le site de Thionville : le dispositif a été activé aujourd'hui.

Sur le site de Metz : le résultat est très satisfaisant, et la pression sur l'accueil a fortement diminué...

Dans le même temps, sur le site de Metz, un dispositif de rappel téléphonique, semblable à la campagne d'IR va être mis en place à compter de jeudi. Tous les appels non décrochés feront l'objet d'un rappel à J ou J+24heures.

NOS INTERVENTIONS

- **L'accueil sur le site de Metz** : l'ergonome, qui devait reprendre son étude début novembre, ne viendra finalement pas ! Cette étude avait été demandée par le CHS-CT, et avait été initiée en début d'année. Pourquoi cette interruption, alors que nos accueils sont ouverts au public et que la dgfip n'a pas stoppé ses activités ? Le directeur nous dit avoir été perplexe à l'annonce de ce désistement, et ne peut se permettre d'attendre indéfiniment. Nous avons enfin trouvé un point commun...

- **l'accueil sur Rendez-vous mis en place dans le département pour réguler l'accueil physique des usagers** : FO est réservé face à cette organisation ! Outre le fait que nous l'avons appris par la presse locale, quelle en est la finalité ? En principe, ce serait de limiter le flux des usagers qui ont le droit de se déplacer pour se rendre dans une administration (sans limite d'heure et sans aucun contrôle sur l'opportunité de la visite par les administrations concernées).

A la dgfip, il a été mis en place un accueil sur rendez-vous, sites ouverts, mais sans doter les CFP d'outils adéquats ! Des formulaires papier distribués par les vigiles sur les plus gros sites, à remplir par les usagers pour qu'on les rappelle.

Les usagers font maintenant la queue pour avoir un rendez-vous...Mais alors, où est la régulation des flux ?

Et que deviennent les plus petites structures qui accueillent également du public ?

En temps normal, nous revendiquons l'accès au service public par tous et tous les jours !

En temps de crise : FO dénonce les files d'attente vecteurs de transmission du virus devant les administrations, et en particulier devant les CFP.

La direction se doit de protéger ses agents, et d'être exemplaire en matière d'organisation.

Pour les accueils de proximité de Borny et Woippy : ils ont été reportés, et se font exclusivement sur RDV téléphonique.

FO dénonce l'absence d'information concernant la sécurité de nos agents sur place : sécurité incendie, connaissance des bâtiments (détection amiante).

En cas d'agression physique ou verbale dans le bureau d'accueil, l'agent peut-il s'échapper par une porte arrière ou par un autre moyen ?

Réponse : *une sonnette sans fil a été installée dans le bureau Tout est sous contrôle..* Cette sonnette sera reliée à quoi, à qui ? L'histoire ne le dit pas.

FO renouvelle ses craintes au sujet de la sécurité des agents qui travaillent dans des accueils extérieurs au réseau.

FO revendique toujours l'abandon du NRP,

Pour la trésorerie Amendes : pas de vigile annoncé, les agents d'accueil de la cité feront à nouveau office de vigile pour limiter l'accès des usagers à la trésorerie Amendes...Donc rien ne change, même en temps d'urgence sanitaire ! Et là, on ne nous a pas parlé de prise de rendez-vous...pour des raisons évidentes d'infaisabilité !

- **Le télétravail** : des remontées de terrain inquiétantes parfois..Pourquoi certains services n'ont-ils eu AUCUN équipement alors que la demande était exprimée ? La direction ne doit-elle pas s'interroger sur cette disparité ?

FO dénonce le manque de matériel nécessaire pour permettre à tous les agents dont le travail le permet de télétravailler

- **La distribution des masques** : FO a dénoncé le côté archaïque de cette distribution au compte-gouttes et demande la distribution d'une boîte complète par agent !

- le CHS-CT : 1 semaine après ce deuxième confinement, le CHS-CT ne s'est toujours pas réuni...alors que le besoin est bel et bien réel ! Mais promesse a été faite : la réunion se

tiendra sûrement la semaine prochaine...si la technique le permet ! Voilà à quoi tient la santé des agents ...

FO condamne la suppression programmée de cette instance par la Loi de transformation de la Fonction Publique.

- **Message du directeur envoyé vendredi 6/11/2020 sur les moments de convivialité** : il va sans dire que la teneur de ce message, infantilisant, a énervé la plupart de nos collègues !

Résumons : on ne peut pas télétravailler faute de matériel, le ménage laisse très largement à désirer sur certains sites...et les collègues se font remonter les bretelles parce qu'ils prennent leur repas pour un moment de convivialité et en plus s'y contaminent...Ceux qui ont la chance d'avoir une restauration collective s'en tiennent au protocole instauré dans les restaurants, mais comment font tous les autres ? Ils mangent sur leur clavier ? Ou alors ils jeûnent ? Tout le monde n'a pas la chance d'avoir un bureau individuel Monsieur le directeur ! Et enlever son masque pendant le repas peut être une libération pour ceux (la plupart d'entre nous) qui travaillent dans des espaces partagés, voire des open spaces et qui sont obligés de le garder pendant toute la journée de travail, voire même quand ils quittent leur travail !

- les services dits « Nomades » : comment concilier les mesures sanitaires avec les conditions d'exercice du travail ?

FO a dénoncé la contradiction entre le respect des consignes sanitaires et la continuité de l'activité et de toutes nos missions y compris les plus répressives.

Respecter les gestes barrières n'est pas suffisant lorsqu'on va contrôler des entreprises frauduleuses, irrespectueuses des lois et qui se moquent a fortiori de la sécurité sanitaire.

Il y a fort à craindre que dans certains cas, les plus conflictuels et très sensibles, certains agents exercent leur droit de retrait.

La Direction n'a pas pu répondre sur le dernier décret du 28/10/2020 relatif à l'anonymat des agents des Finances Publiques.

- **SIE et fonds de solidarité nouvelle version** : Les centres de contact sont débordés d'appels téléphoniques mais la question des dossiers à traiter n'est pas d'actualité en Moselle. Pourtant faute de PCA, il faudra bien que ces demandes soient examinées...par qui ?

- **la communication sur Ulysse** : à ce jour, nous avons toujours en première page la visite aux élus du ministre, les services de la dgfip n'étant sûrement pas prioritaires...

Aucune nouvelle communication depuis le reconfinement sur le télétravail, sur les numéros mis en place lors du dernier confinement (soutien psychologique, ou violence familiales). *Il faut chercher sur Ulysse -rubrique COVID*

Il est vrai que le NRP prend tellement de place sur Ulysse !

La sécurité sanitaire ne doit elle pas être la priorité n° 1 plutôt que la mise en marche forcée du NRP ?

FO demande à ce que la direction soit réactive quant aux informations importantes pour les agents, leur santé et sécurité et l'organisation des services et les communiquent sans délai aux agents et aux organisations syndicales.

- **Maintenance Helios des 12 et 13/11** : le directeur, après nous avoir expliqué deux jours auparavant que les agents n'avaient qu'à ranger les archives ou faire des comptes de gestion bien avant l'heure pendant la fermeture d'Helios (et les consignes sanitaires dans tout ça?), s'est bien gardé de nous mentionner le message envoyé aujourd'hui par la DG aux directions locales, puis aux chefs de services pour octroyer 1 jour d'ASA sur les 2 pour les agents travaillant en SPL...

Encore un problème de communication certainement !

Rappelons que cette revendication a été portée par FO à la Direction Générale, et qu'elle a eu du mal à redescendre.

Domage, c'était pourtant l'occasion de donner un frein de 2 jours à la propagation de l'épidémie...

**Toute l'équipe FO DGFIP 57 reste mobilisée à vos côtés!
Prenez soin de vous et des vôtres!**